

ECH@ du RESEAU

N°78

Vendredi 6 août 2021

Nous vous rappelons que la parution habituelle de l'Ech@ du réseau est suspendue jusqu'à la fin du mois d'août, car nos disponibilités sont réduites pendant ce temps de vacances. Nous faisons tout de même paraître ce numéro réduit pour donner quelques nouvelles.

ÉDITO

La revue Challenge annonce que durant la pandémie, la fortune des 500 familles les plus riches en France, a bondi de 30% en un an. C'est ce que Naomi Klein, la grande écrivaine et journaliste canadienne, appelle « la stratégie du chaos » : Le système dominant sur la planète, pour ne viser personne en particulier, génère des crises qu'il utilise pour accroître ses profits financiers. Quelle que soit l'origine du Covid 19 (L'Organisation Mondiale de la Santé suspecte une « erreur de laboratoire »), il est certain que la déforestation et la mondialisation des échanges, notamment, ont largement contribué à en faire une pandémie dont les plus grosses fortunes ont su tirer profit. C'est la même chose pour les migrant.e.s fuyant tous les dérèglements, qu'ils soient climatiques, économiques, financiers, politiques ou sociaux, créés ou accentués par un système global devenu très largement cupide et corrompu. Ces personnes sont « utilisé.e.s » ensuite dans les pays « d'accueil » comme néo-esclaves, permettant ainsi à des secteurs économiques de rester un tant soit peu compétitifs.

Nous rappelons souvent que l'hôte désigne autant l'accueillant.e que l'accueilli.e, car ils/elles sont sur un pied d'égalité « en dignité et en droit » (DUDH 1948). Vivement l'hospitalité généralisée, en France et sur la planète.

INFOS INTERNATIONALES

La convention de Genève relative au statut des personnes réfugiées a 70 ans. Elle a été signée, en effet le 25 juillet 1951. Ce traité qui définit la notion et les droits des personnes. A départ pensée pour l'Europe, sa zone géographique a été étendue à l'ensemble de la planète en 1967, grâce à un protocole additionnel qui en a fait un traité mondial. En référence à elle, on parle souvent de « réfugié.e.s politiques », mais c'est une erreur. Elle prévoit, en effet, d'accorder le statut à toute personne qui « craint avec raison d'être persécutée en raison de sa race, sa religion, sa nationalité, son appartenance à un groupe social, et ses opinions politiques ». La dimension politique n'est pas la seule et elle est la dernière mentionnée, ce qui n'est bien sûr pas un hasard. Par ailleurs, il s'agit bien des opinions et non des engagements publics propres aux grands militant.e.s et aux élus. Un nouveau protocole additionnel serait nécessaire pour tenir compte des nouvelles situations et tout particulièrement des « déplacé.e.s climatiques », mais le premier problème provient des politiques des Etats qui demeurent sous le sceau de la xénophobie, la violence, la malhonnêteté et le déni de droits.

"Mouvements sociaux et migrations environnementales ». Il s'agit d'une cartographie réalisée par Lucie Pélissier pour le réseau Des Ponts Pas Des Murs (DPPDM), fondé en 2008 à l'initiative du CRID. Elle répond à trois objectifs :

- Répertorier la diversité d'acteurs de la société civile travaillant sur les migrations environnementales
- Comprendre l'action et la perception de la société civile sur la thématique
- Structurer et réfléchir aux complémentarités des actions au sein de la société civile

[Vous pouvez retrouver le document final en cliquant sur ce lien.](#)

INFOS EUROPE

A Bruxelles, les 450 personnes sans-papiers ont suspendu leur grève de la faim, suite à une « main tendue » du gouvernement. Cette annonce du 21 juillet, a mis « provisoirement » fin à une grève particulièrement difficile entamée le 23 mai et se heurtant au silence des autorités. Certain.e.s se demandaient si elles feraient comme Margaret Thatcher qui avait laissé mourir de faim des travailleurs de la mine en grève pour leurs emplois.

Le gouvernement a mis en avant la possibilité de tenir compte d'une longue présence sur le sol belge. Certain.e.s sont présent.e.s en Belgique depuis plus de 10, voire 20 ans. Pour certains cas, une protection internationale est envisageable. Bien sûr, ce qui se joue à Bruxelles risque d'avoir des répercussions dans toute l'Europe. C'est en tout cas ce que nous espérons en pensant à une issue heureuse, même partielle. Plus d'infos : https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/migrants/belgique-apres-deux-mois-de-greve-de-la-faim-450-sans-papiers-a-bruxelles-suspendent-leur-mouvement_4710885.html

INFOS NATIONALES

Des émeutes ont éclaté dans la nuit du 28 au 29 juillet au centre de rétention administrative du Mesnil-Amelot, en région parisienne. « Dans un contexte sanitaire anxiogène et une incertitude quant à leur expulsion possible, se sont ajoutées des revendications restées vaines : manger à sa faim, et pouvoir appeler ses proches. La situation a dégénéré face à des policiers très violents qui ont gazé tout le monde jusque dans les chambres, frappé les personnes au sol, insulté celles qui tenté de s'interposer, etc... Plusieurs personnes ont tenté de s'évader, deux y sont parvenues :

<https://www.lacimade.org/emeutes-au-cra-du-mesnil-amelot/>

Dans la continuité, un fort mouvement de contestation a éclaté au CRA de Rennes le 30 juillet :

<https://www.lacimade.org/un-mouvement-de-protestation-collective-des-personnes-enfermees-a-eclate-au-centre-de-retention-de-rennes/>

INFOS MARSEILLE

Les familles des victimes de l'incendie des Flamants rendent publique une nouvelle lettre adressée aux autorités concernées par ce drame : Préfecture, mairie, 13 Habitat et OFII. Elles leur demandent de les recevoir et de leur porter assistance comme cela se fait, normalement dans de telles circonstances.

Le CHO3 se bat pour élargir le bénéfice de la réduction des tarifs RTM aux personnes en situation irrégulière. Ce Collectif des Habitant.e.s Organisé.e.s du 3^e arrondissement de Marseille, se bat depuis septembre 2020 dans le cadre d'une campagne « Mobilité pour toutes et tous ». Plusieurs associations les soutiennent, mais pour le moment, ni la Métropole, ni la RTM n'ont daigné répondre. Les référentes du CHO3 souhaitent rencontrer nos associations pour accentuer la pression sur les institutions.

Un article dans Marsactu par Suzanne Leenhardt, publié hier 26 juin, explicite cette lutte : <https://marsactu.fr/reunis-en-collectif-ils-luttent-pour-ouvrir-les-tarifs-reduits-de-la-rtm-aux-sans-papiers/>

LA VIE DU RÉSEAU HOSPITALITÉ

Nous vous souhaitons un bon mois d'août, au travail ou en congés.

Pour nous joindre : contact@reseauhospitalite.org
<https://www.reseauhospitalite.org/> - <https://www.facebook.com/JPCsolidaire>
N'hésitez pas à diffuser largement le journal du Réseau !